

**MINISTERE DE LA JUSTICE**  
**DEMANDE EN INJONCTION DE PAYER**  
 au Juge de proximité  
 (Article L.331-2 du code de l'organisation judiciaire  
 Articles 1405 à 1425 du nouveau code de procédure civile)



N° du Tribunal

N° 12287\*02

N° du Greffe

**DEMANDEUR**  
 Nom, profession, domicile

**NOM ET ADRESSE POSTALE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE**  
 mandataire - avocat

--	--

**DÉBITEUR**

Nom, Prénoms, profession, domicile, siège social, n° SIREN  
 Pour les personnes morales: dénomination, forme juridique, siège social et n° SIREN

Le créancier ou son mandataire soussigné a l'honneur de vous exposer que le débiteur nommé ci-contre lui doit les sommes suivantes :

--	--

SOMMES DEMANDEES	MONTANT	CAUSES DE LA CREANCE - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS
— en principal — .....	..... .....	
— intérêts au taux légal — intérêts au taux contractuel de % l'an à compter du .... / .... / .... — Clause pénale	..... ..... .....	
— Frais accessoires — .....	..... .....	

et requiert en application de l'article 1409 du nouveau Code de procédure civile (N.C.P.C.) que soit rendue, à l'encontre du débiteur, une ordonnance portant injonction de payer les sommes ci-dessus, demandant que cette ordonnance d'injonction de payer soit revêtue de la formule exécutoire dans les conditions prévues aux articles 1422 et 1423 du N.C.P.C. et que lui soient restitués dès ce moment les documents justificatifs de la créance.

Le	Signature
----	-----------

**ORDONNANCE**

Nous \_\_\_\_\_ Juge de proximité / Juge d'instance agissant en qualité de juge de proximité / Juge d'instance statuant après renvoi de compétence du juge de proximité (1), assisté de M \_\_\_\_\_ Greffier  
 Vu la requête qui précède et les articles 1405 à 1425 du nouveau Code de procédure civile,

Attendu que la demande ne paraît pas fondée, rejetons la requête qui précède  
 Attendu que la demande paraît fondée, totalement  ou partiellement  enjoignons à \_\_\_\_\_ de payer au demandeur :

— \_\_\_\_\_ € en principal avec intérêts — au taux légal \_\_\_\_\_ ) à compter du .... / .... / ....  
 — au taux contractuel de % l'an )  
 — \_\_\_\_\_ € au titre de la clause pénale (1)  
 — \_\_\_\_\_ € au titre des frais accessoires (1)  
 — \_\_\_\_\_

Autorisons la signification au débiteur de la présente injonction de payer.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ **LE JUGE, LE GREFFIER,**

Signification effectuée le \_\_\_\_\_ à personne  domicile  mairie

Vu, sans opposition le \_\_\_\_\_ **LE GREFFIER EN CHEF,**

(1) rayer la mention inutile